

## Interrelations entre agro-industrie et agricultures familiales vues par le prisme du système agraire

Perrine Burnod<sup>1</sup>  
Katy Medernach<sup>2</sup>

<sup>1</sup> CIRAD, UMR TETIS et Observatoire du foncier  
Campus international de Baillarguet  
34 398 Montpellier cedex 5  
France  
<perrine.burnod@cirad.fr>

<sup>2</sup> Agronome indépendant  
<katy\_medernach@yahoo.fr>

### Résumé

Quels sont les impacts du développement d'exploitations agricoles à grande échelle pour les populations locales ? Cette question, pourtant récurrente, est souvent traitée sans être argumentée par des études de cas approfondies. Basé sur une revue de la littérature existante et sur une étude de cas à Madagascar, l'article met en exergue l'intérêt d'une approche en termes de système agraire pour analyser les dynamiques socio-économiques induites par le développement d'une firme agricole. Il souligne l'intérêt de cette approche méthodologique dans l'analyse de la gouvernance foncière et de la gestion du travail, de l'évolution des revenus des ménages et de la distribution hétérogène des impacts et, ce faisant, la diversité de réactions des groupes d'intérêts locaux vis-à-vis de la firme.

**Mots clés :** emploi ; entreprise ; exploitation agricole familiale ; foncier ; Madagascar.

**Thèmes :** systèmes agraires.

### Abstract

**Interrelations between agribusiness companies and family farming analyzed through the lens of the agrarian system**

What impact do large-scale plantations have on local populations? This is a recurring question, yet it is often discussed without any evidence from in-depth case studies. Based on a literature review and a case study in Madagascar, this paper shows how Francophone methods for assessing agrarian systems can help to analyse the effects of an agribusiness company on a local setting. It underlines the value of this methodology in analysing land governance, the wide variety of effects, and, consequently, the diversity of local stakeholders' reactions to the company.

**Key words:** agribusiness; family farms; labour; land tenure; Madagascar.

**Subjects:** farming systems.

Les dynamiques d'appropriation foncières s'intensifient depuis le début des années 2000 (Deiningner *et al.*, 2011 ; HLPE, 2011 ; Anseeuw *et al.*, 2012). À Madagascar, comme sur le continent africain, les entreprises agricoles optent le plus fréquemment pour le développement

de grandes plantations en régie (Andrianirina Rastialonana *et al.*, 2010). Elles accèdent – ou souhaitent accéder – à la terre par voie de bail pris auprès de l'État (Burnod *et al.*, 2013a et b). Elles visent des superficies allant de 5 000 à 100 000 hectares et, dans bien des cas, espèrent construire et

Tirés à part : P. Burnod

doi: 10.1684/agr.2015.0758

Pour citer cet article : Burnod P, Medernach K, 2015. Interrelations entre agro-industrie et agricultures familiales vues par le prisme du système agraire. *Cah Agric* 24 : 224-31. doi : 10.1684/agr.2015.0758

approvisionnement des usines de transformation (huile, sucre, éthanol). Beaucoup d'études mentionnent la diversité des effets de ces nouveaux investissements agricoles sur les populations locales (Deiningering *et al.*, 2011, HLPE, 2011 ; Anseeuw *et al.*, 2012 ; Borrás et Franco, 2012 ; White *et al.*, 2012). Elles s'accordent sur la nature des impacts mais peu les analysent et les quantifient précisément. Ce faible traitement découle du caractère récent, voire de l'abandon, de ces projets d'exploitation à grande échelle<sup>1</sup>. Il résulte également de la priorité donnée par les chercheurs à la qualification et à l'analyse des stratégies des entreprises, des politiques et pratiques des États ou des réactions de la société civile vis-à-vis de ces investissements.

Les études de cas sur les impacts de l'installation d'entreprises agricoles, encore en nombre limité à notre connaissance, se basent sur des indicateurs de la sécurité alimentaire, sur l'approche « *livelihoods* » (DFID, 1999) ou sur une analyse des activités et revenus des ménages. Ces études se construisent sur des approches quantitatives (Barron et Rello, 2000 ; Maertens et Swinnen, 2009 ; Rist *et al.*, 2010 ; Schoneveld *et al.*, 2011) ou qualitatives (Kenney Lazar, 2012), parfois couplées à des entretiens plus systématiques auprès des ménages (MacCarthy, 2010 ; Adamczewski *et al.*, 2013 ; Clerc, 2013). Même si elles s'en approchent, peu d'études de cas utilisent l'analyse connue en France sous le label de « diagnostic agraire »<sup>2</sup>.

Outil de compréhension du fonctionnement d'une société agraire (Mazoyer et Roudard, 1997) et d'articulation de différentes échelles d'analyse<sup>3</sup>, le diagnostic agraire peut être mobilisé dans le cadre d'évaluation d'impacts de projets de développement agricoles (Delarue,

2007). Dans une perspective méthodologique, cet article expose, en s'appuyant sur une étude de cas menée à Madagascar (Medernach, 2011 ; Medernach et Burnod, 2013), l'intérêt et les limites d'une approche de diagnostic agraire pour étudier les impacts associés à l'implantation de grandes entreprises agricoles sur les populations locales. L'accent est mis ici sur les effets socio-économiques, ceux sur les pratiques agricoles et pastorales locales étant développés par ailleurs (Medernach, 2011).

À Madagascar, dans le secteur du Jatropha curcas, plus des trois quarts des investisseurs ont arrêté leurs démarches d'installation principalement faute d'expérience, de capital et de réalisme de leur projet (Burnod *et al.*, 2013a). L'étude de cas s'est intéressée à une des rares entreprises encore active dans ce secteur. Cette dernière, JT<sup>4</sup>, d'origine européenne et présente depuis 2008 à Madagascar, avait le projet de développer 30 000 hectares de jatropha. Au moment des enquêtes (2011), elle n'avait mis en culture qu'environ 200 ha et revu son objectif total à 5 000 ha.

Initiée par l'équipe « Observatoire du Foncier » et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), cette étude de cas a été approfondie grâce à un travail de terrain de cinq mois mené par Katy Medernach et Heriniaina Rakotomalala. Elle s'est basée sur 150 entretiens uniques et 50 entretiens répétés auprès de ménages agricoles ou de représentants d'autorités locales (Medernach, 2011).

## Le système agraire de Mivili

Une approche historique du système agraire permet de retracer l'évolution des paysages et des catégories de ménages ruraux qui les valorisent (Ferraton et Touzard, 2009). Complétée par une analyse de l'accès au foncier (Colin, 2004), cette approche permet d'avoir une première vision de l'ancrage spatial des systèmes de

production, de la diversité des acteurs et, surtout, des liens entre eux, des règles d'accès et d'usage des ressources, et des faisceaux de droits fonciers détenus ou revendiqués. Cette approche diachronique – alimentée tout au long du travail de terrain et confirmée par des travaux bibliographiques – permet de reconstruire la situation avant l'arrivée de l'entreprise.

La zone étudiée, Mivili, est située dans le nord-ouest de Madagascar. De manière simplifiée et schématique, deux groupes d'intérêts sont présents à Mivili. Les premiers sont les éleveurs *sakalava*<sup>5</sup>. Ils s'installent au début du 19<sup>e</sup> siècle pour valoriser les vastes surfaces de Mivili par l'élevage bovin extensif. Premiers occupants de la zone, ils obtiennent le statut de *tompontany* (littéralement maître de la terre). Les seconds sont les agriculteurs *betsileo*. Ils s'installent au milieu du 20<sup>e</sup> siècle pour mettre en culture des bas-fonds en rizières, dans un mouvement d'extension du front agricole. Ainsi, dans la situation actuelle, les *Sakalava* se considèrent comme propriétaires du territoire et comme les seuls à pouvoir en contrôler l'accès ; les *Betsileo* n'ont pas ce même statut de *tompontany*<sup>6</sup> mais peuvent décider des lieux à mettre en valeur – tant qu'ils honorent au préalable les ancêtres *sakalava* – et transmettre, vendre ou louer ces terres (Medernach et Burnod, 2013).

Ensuite, l'analyse de l'emprise foncière actuelle et prévisionnelle de l'entreprise permet de cerner le contour du territoire à étudier et d'identifier l'ensemble des acteurs, directement ou indirectement touchés. Limitée au départ aux villages à proximité de la zone d'exploitation de l'entreprise, majoritairement *betsileo*, l'étude s'est progressivement étendue aux villages *sakalava*, situés à plus d'une dizaine de kilomètres. L'analyse de l'ancrage spatial des systèmes de production, initialement développé pour saisir les concurrences d'usages

<sup>5</sup> *Sakalava* et *Betsileo* sont des groupes socio-culturels de Madagascar. Par souci de simplification et du fait de l'origine *sakalava* et *betsileo* des familles fondatrices des villages en question, et de leur présence en majorité dans ces villages, nous parlerons de *Sakalava* ou *Betsileo* même si cela ne correspond pas à la totalité des habitants.

<sup>6</sup> Les terres de leurs propres ancêtres sont toujours dans leur village d'origine en pays *betsileo*, dans lesquels ils continuent d'organiser leurs funérailles.

<sup>1</sup> À Madagascar, en 2011, plus de 60% des investisseurs ont abandonné leur projet ; au niveau mondial, seuls 25% ont effectivement réalisé des opérations agricoles (Anseeuw *et al.*, 2012).

<sup>2</sup> Le diagnostic agraire est une approche méthodologique qui mobilise le concept de système agraire. Ce dernier est « l'expression théorique d'un type d'agriculture historiquement constitué et géographiquement localisé, composé d'un écosystème cultivé caractéristique et d'un système social productif défini » (Mazoyer et Roudard, 1997).

<sup>3</sup> Grâce aux concepts emboîtés de systèmes agraire, de production, de culture et d'élevage (Badouin, 1987 ; Mazoyer et Roudard, 1997).

<sup>4</sup> Pour respecter l'anonymat de l'entreprise, son nom et celui des localités ont été changés.

entre les ménages et l'entreprise, a aussi aidé à comprendre les concurrences d'usages entre les différents types d'agricultures familiales.

À l'instar d'autres territoires de l'ouest malgache (Sautter, 1980 ; Faurroux, 1997 ; Jacquier-Dubourdieu, 2002) et face à la fermeture des espaces par la riziculture, les *Sakalava* marquent à Mivili leur ancrage territorial et créent un immense pâturage collectif et lignager appelé « grand *kijana* » pour l'élevage extensif de bovins<sup>7</sup> (50 à 300 zébus par propriétaire). Ce pâturage est entouré de villages et de rizières *sakalava* (au sud-est) et *betsileo* (à l'ouest) (figure 1). Les *Betsileo*, majoritairement riziculteurs (1 à 4 ha par exploitation), pratiquent aussi de l'élevage bovin à proximité de leurs villages (5 à 15 zébus pour les exploitations les plus aisées) (tableau 1). Malgré cette répartition spatiale, les activités de ces différents villages entrent en concurrence sur les marges : les bovins *sakalava*, laissés en divagation sur le grand *kijana*, ravagent parfois les cultures des villages *betsileo* ; les *Betsileo*, au fur et à mesure que des nouveaux membres de la famille les rejoignent, repoussent le front agricole sur les bas-fonds, au sein des pâturages *sakalava* (Medernach et Burnod, 2013).

## Installation de l'entreprise et impacts fonciers

En mobilisant de grandes superficies foncières, l'implantation des entreprises peut générer l'éviction des détenteurs de droits locaux. Dans de nombreux pays du Sud, l'immatriculation de la terre au nom de l'État et sa cession aux investisseurs transforment les occupants, propriétaires au regard des règles foncières locales, en squatteurs (Alden-Wily, 2012). Quand bien même les lois nationales protègent les détenteurs de droits locaux – cas de Madagascar depuis la réforme

<sup>7</sup> *Kijana* signifie pâturages en malgache. Les zébus ne sont regroupés et comptés qu'une fois par semaine. Craignant la présence humaine, à l'exception de celle du bouvier, ils évitent de se rapprocher des villages. Ceci permet aussi la sécurisation de l'élevage contre les voleurs de zébus, menace majeure dans la région.

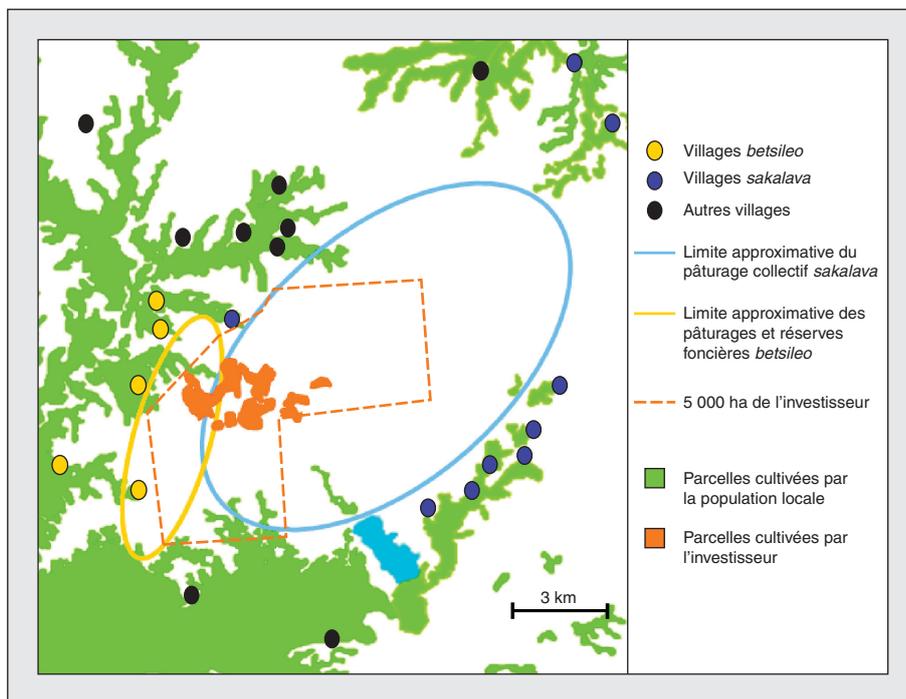


Figure 1. Ancrage spatial des systèmes de production.

Figure 1. Spatial concentration of production systems.

foncière de 2005 – ces dernières sont peu respectées lors des processus d'affectation des terres aux investisseurs (Burnod *et al.*, 2013a et b). Néanmoins, les impacts en termes d'exclusion ne sont pas les mêmes selon les catégories d'acteurs locaux. De plus, les effets ne se traduisent pas uniquement sur les modalités d'accès à la terre, mais également sur les modalités du contrôle de cet accès (Ribot et Peluso, 2003).

La compréhension du fonctionnement du système agraire couplée à une analyse de l'accès au foncier permet, au-delà de l'identification des titulaires et des droits détenus, de cerner les caractéristiques de leurs situations, leurs intérêts et contraintes<sup>8</sup>, et ce faisant, de mieux comprendre leur positionnement dans le processus de négociation avec l'entreprise.

À Mivili, celle-ci, guidée par le maire, consulte les quatre villages, tous *betsileo*, à proximité de la zone identifiée pour l'implantation des bâtiments et des premières parcelles. Elle est positivement accueillie par les chefs de ces

<sup>8</sup> Activités rémunératrices, leur besoin ou non d'emplois, leur accès aux infrastructures, etc.

villages et une partie des villageois, qui espèrent bénéficier des emplois, des infrastructures annoncées (puits, réseau électrique, école) et, surtout, grâce aux plantations de jatropha, d'une protection naturelle contre le bétail des *Sakalava* (Medernach, 2011). L'entreprise démarre sur des parcelles effectivement mises à disposition par leurs propriétaires, mais étend ses plantations sans se préoccuper de l'identité des usagers et propriétaires. Suite à la mise en culture de 236 ha<sup>9</sup>, des agriculteurs *betsileo* perdent l'usage de la terre. Les quelques grands propriétaires, majoritairement éleveurs, qui s'étaient engagés à céder leurs terres sont contraints à rapprocher leur zone de pâturage des villages et modifier leurs pratiques d'élevage (Medernach, 2011). D'autres propriétaires *betsileo* ont vu leurs terres occupées, sans leur autorisation préalable, et voient leurs réserves foncières ou leurs zones de pâturage réduites. Mais ce sont surtout les propriétaires *sakalava*, ni informés

<sup>9</sup> L'emprise de l'entreprise est encore trop réduite au moment de l'étude pour que cela ait des impacts sur les marchés fonciers ou la distribution des terres en intrafamilial.

**Tableau 1. Typologie des exploitations familiales.**

Table 1. Types of family farms.

	<i>Betsileo</i>			<i>Sakalava</i>
	Petits agriculteurs	Grands agriculteurs	Éleveurs	Grands éleveurs
Terres cultivées et appropriées	0,5 à 1,5 ha, en métayage avec les parents ou en propriété	> 1,5 ha Rizières et cultures	> 2 ha Rizières et cultures	Riziculture pour certains (> 2 ha)
		Pâtures à proximité des villages		Grand <i>kijana</i> (> 5 000 ha)
Cultures principales	Riz, manioc, légumes	Riz, manioc, citron, légumes		Riz
Matériel	Le minimum, accès au plus grand outillage <i>via</i> prêt ou location	Dispose de l'outillage complet, notamment pour labour de la terre		
Élevage bovin	0 à 2	2 à 4	5 à 15 Gardiennage continu	50 à 500 Conduite extensive
Travail agricole hors exploitation	Vente de travail 4 mois durant la saison sèche (émigration)			Non
	Entraide et parfois vente durant la saison des pluies	Entraide (parfois) durant la saison des pluies		
Pluriactivité	Artisanat, vente de <i>satrana</i>			?
Revenu par actif par an	675 000 MGA (soit 20€/p/mois)	2 200 000 MGA (soit 64€/p/mois)	4 000 000 MGA (soit 117€/p/mois)	12 000 000 MGA (soit 350€/p/mois)

\* Avant l'arrivée de la compagnie sur la base de la modélisation d'un ménage par type. MGA = ariary malgache.

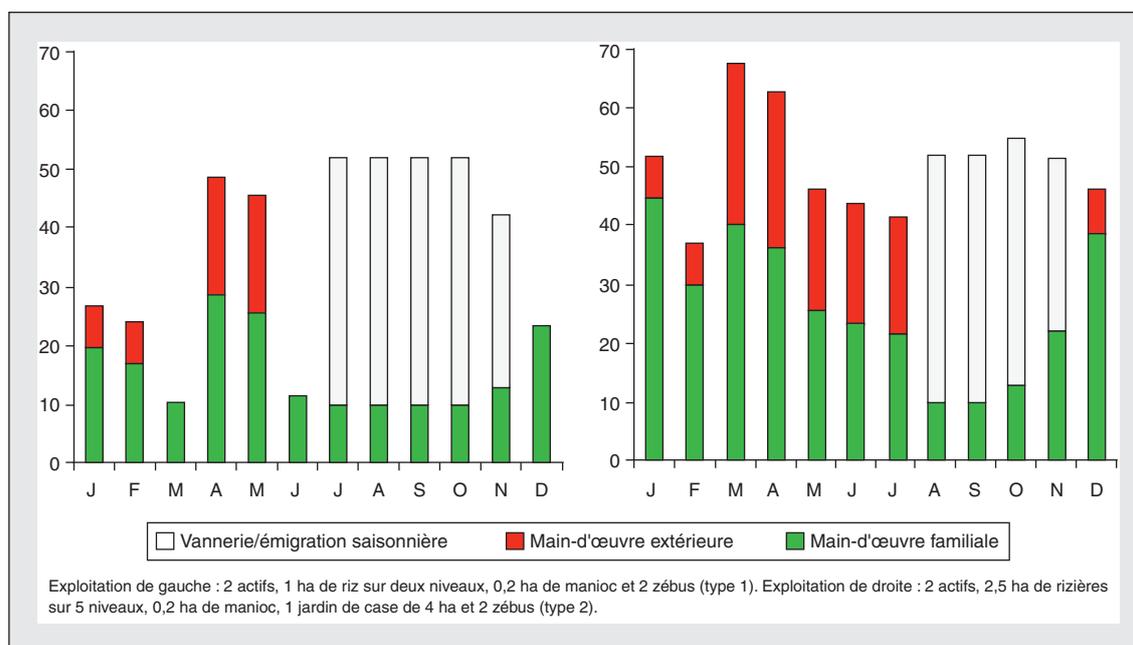


Figure 2. Exemples de deux calendriers de travail (en jours de travail par mois).

Figure 2. Examples of two work schedules (in working days per month).

ni consultés par l'entreprise, qui perdent l'usage d'une partie de leur grand *kijana*, et dans le même mouvement, leur autorité sur l'allocation des terres (*figure 2*). Ceci est source de conflit. Constatant le développement des plantations sur leur zone de pâtures, les grands propriétaires de bovins *sakalava* ont mandaté des villageois pour attaquer le principal chef de village *betsileo*, brûler plusieurs maisons et voler plusieurs dizaines de zébus (Medernach, 2011). Leur objectif est de réaffirmer leur autorité de propriétaires ancestraux de la terre et de rappeler aux *betsileo* qu'ils ne disposent que d'une maîtrise foncière secondaire et qu'ils ne peuvent pas, en s'appuyant sur un opérateur extérieur, tenter de contrôler l'accès au territoire (Burnod *et al.*, 2013a et b). Enfin, *bestileo* et *sakalava* perdent le contrôle et l'usage de la terre d'un point de vue légal. La terre est titrée au nom de l'État et cédée en bail à l'entreprise. Les droits fonciers des propriétaires coutumiers, pourtant légalement reconnus depuis la loi foncière de 2005 – sauf dans le cas des pâturages extensifs – sont niés. Dans le cas étudié, comme observé dans d'autres contextes (Borras et Franco, 2012 ; German *et al.*, 2011), l'investisseur malgré sa motivation à localiser le processus de négociation à l'échelle locale, ne peut saisir la complexité des relations sociales caractérisant le territoire et la diversité des entités pouvant en revendiquer le contrôle (maire, chefs de *fokontany*, chefs traditionnels *sakalava*, élites, etc.) (Burnod *et al.*, 2013b). L'approche couplée système agraire et accès au foncier permet d'identifier certaines catégories d'acteurs peu visibles ou géographiquement éloignés du site d'installation de l'entreprise (éleveurs transhumants, propriétaires urbains, etc.), mais déterminantes dans la gouvernance foncière locale ou potentiellement affectées par l'installation de cette entreprise.

## Effets sur l'emploi local et l'allocation de la main-d'œuvre

Les promesses des entreprises en termes de nombre d'emplois créés sont rarement tenues (Deininger *et al.*,

2011 ; Li, 2011 ; Anseeuw *et al.*, 2012). En 2011, l'entreprise européenne JT a revu à la baisse ses objectifs de plantation (5 000 ha) et, ce faisant, ses prévisions d'emploi. L'étude technico-économique du système de production de l'entreprise a permis de quantifier les emplois créés et de faire des hypothèses sur leur évolution. Avec à l'heure actuelle 160 emplois saisonniers<sup>10</sup> et une trentaine de postes permanents pour 230 hectares de jatropha, l'entreprise pourrait employer 350 à 600 équivalents travailleurs à plein temps (ETPT) pour 1 000 ha de culture en phase de production (Medernach, 2011). Ces chiffres sont relativement élevés au regard des besoins en main-d'œuvre d'autres cultures<sup>11</sup> et de l'estimation d'un millier d'actifs résidant dans les alentours. L'entreprise a d'ores et déjà activé un marché du travail au niveau local et pourrait créer à terme – sans recours futur à la mécanisation de la plantation et de la récolte – un véritable bassin d'emploi. Par ailleurs, bien que limité, ce nouveau marché local a modifié le contenu et la fréquence des relations d'entraide villageoises<sup>12</sup> (Medernach et Burnod, 2013). Toujours dans l'optique de saisir les effets réels pour les populations locales, le diagnostic agraire permet d'analyser le profil de ces travailleurs et leur logique de recours à l'emploi. Dans de nombreux cas, les emplois créés dans les agro-industries attirent avant tout la tranche la plus pauvre de la population (Barron et Rello, 2000 ; McCulloch et Ota, 2002 ; Ortiz, 2002 ; Maertens et Swinnen, 2009), souvent immigrée, qui, sans alternatives de revenus, offre aux employeurs le plus de flexibilité en termes d'horaires comme de respect des législations (Johnson, 2007 ; Li, 2011). A Mivili, dans un contexte très local d'absence de marché du travail et de besoins monétaires (revenu journalier

proposé égal à 3 500 MGA - 1,20 €), les emplois pourraient apparaître attractifs. L'analyse des activités, calendrier de travail et des revenus des ménages – éléments constitutifs du diagnostic agraire – permet de relativiser cette attractivité. Globalement, tous les *Betsileo* cherchent à s'employer auprès de l'entreprise en saison sèche ; période de moindre charge en travail au niveau de leur exploitation et, auparavant, d'émigration temporaire en tant que saisonniers vers Marovoay (*figure 2*). Mais la superposition des calendriers de travail des ménages d'un côté, et de l'entreprise de l'autre, montre que celle-ci embauche principalement, à la fois pour l'installation des plantations (*figure 3*, année 1 et 2) et pour les travaux prévisionnels de récolte du jatropha (idem, année 5), en saison de culture du riz (décembre à juin). Pendant cette période, dans une stratégie de gestion des risques et de maintien des réseaux sociaux, les *Betsileo* jugent que le travail dans les rizières est prioritaire car il leur permet de gagner plus<sup>13</sup>, d'assurer l'autoconsommation et de remplir leurs obligations familiales (dons de riz, entraide en travail, etc.). Ce sont donc surtout les ménages qui ont peu de terres et qui sont les plus pauvres, qu'ils soient migrants ou autochtones, qui sont recrutés. Pour ces derniers, le choix de vendre sa force de travail résulte d'une véritable comparaison de la rentabilité des activités : préférence pour le salariat en comparaison avec l'artisanat ou la production de brèdes<sup>14</sup> (cas des femmes notamment), mais préférence pour la riziculture au détriment du salariat. Contrairement à ses engagements initiaux, l'entreprise commence alors à donner la priorité à la main-d'œuvre immigrée pour sa plus forte disponibilité et le moindre investissement à réaliser en termes de recrutement, formation et suivi.

<sup>10</sup> Sur une durée de 3 à 6 mois.

<sup>11</sup> 350 ETPT pour 1 000 ha de palmier en huile en Indonésie ou de canne à sucre récolté mécaniquement au Mozambique, contre 10 ETPT pour 10 000 ha de maïs entièrement mécanisés (Deininger *et al.*, 2011).

<sup>12</sup> L'entreprise a augmenté les coûts d'opportunité des travailleurs locaux qui réclament à présent aux proches chez qui ils vont travailler, un don d'argent similaire en valeur à un salaire (environ 3 500 ariary malgache [MGA] – 1,20 euros).

<sup>13</sup> Les revenus issus du riz varient de 6 500 à 12 500 MGA par jour de travail, soit près de 2 à 4 fois plus que le salariat (Medernach, 2011).

<sup>14</sup> Artisanat et brèdes génèrent respectivement un profit journalier inférieur au salaire de l'entreprise (respectivement 2 300 MGA et 1 100 MGA contre 3 500 MGA) ce qui a amené certaines femmes à abandonner ces activités. La production de brèdes est devenue d'autant moins attractive que la fumure (fumier des parcs à zébus) est devenue payante depuis l'arrivée de la compagnie, forte consommatrice d'intrants.

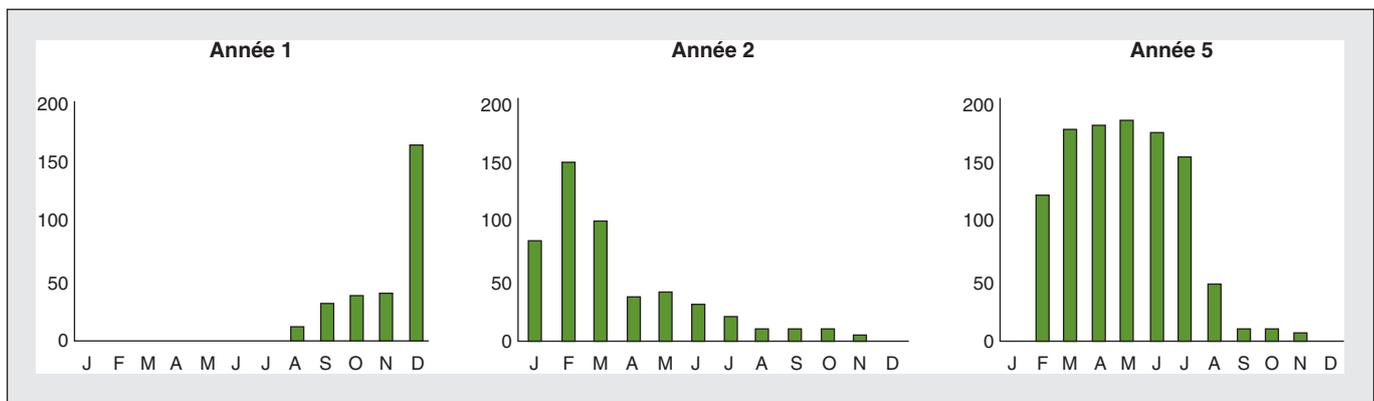


Figure 3. Demande en travail journalier de l'entreprise, observée (1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> année) et estimée (5<sup>e</sup> année).

Figure 3. Working days required by the enterprise, observed (years 1 and 2) and estimated (year 5).

## Distribution des impacts

Le diagnostic agraire permet d'évaluer pertes et bénéfices par type d'acteurs. A Mivili, les migrants et plus petits agriculteurs ont bénéficié des opportunités économiques créées par l'entreprise (emplois et versements monétaires supérieurs dans le cadre des relations de travail auprès de leurs voisins). Par ailleurs, les *Betstileo* à la tête des grandes exploitations sont perdants : ils sont contraints de dépenser plus pour accéder à la main-d'œuvre, ils s'engagent rarement comme journaliers pour l'entreprise et ont perdu l'accès aux pâtures de proximité (figure 1). De même, les grands éleveurs *sakalava*, perdants en termes d'accès au foncier, sont indifférents aux emplois créés du fait de leur éloignement et du faible intérêt financier comparé à l'élevage<sup>15</sup>.

Le diagnostic permet de prendre en compte l'évolution éventuelle des revenus agricoles et extra-agricoles (arrêt d'activités, augmentation du salariat, etc.), mais aussi d'évaluer les modifications associées aux productions d'autoconsommation. Tandis que les ménages plus aisés ont perdu pour la production du riz entre 5 à 15% de leur profit du fait des dépenses supplémentaires exigées par la main-d'œuvre<sup>16</sup>, les petits agriculteurs

(figure 1) ont pu augmenter leurs revenus grâce aux emplois de l'entreprise (+ 24% en 2011<sup>17</sup>). De plus, le diagnostic agraire offre la possibilité de comparer la situation des ménages par rapport à une situation alternative « sans entreprise ». Dans un scénario de salariat saisonnier à Marovoay, ces mêmes agriculteurs peu dotés auraient pu bénéficier d'une augmentation de 23% de leurs revenus<sup>18</sup> – un gain similaire, impliquant néanmoins une émigration temporaire.

Le diagnostic permet également de discuter des impacts sur la réduction de la pauvreté. Le développement du marché du travail local peut contribuer à une augmentation du revenu des plus pauvres (Maertens et Swinnen, 2009). Mais cette augmentation, à Mivili comme ailleurs, peut être insuffisante pour permettre une éventuelle sortie de la pauvreté (Barron et Rello, 2000 ; Li, 2011) et paraît faible par rapport à d'autres perspectives de développement. Les agriculteurs de Mivili gagneraient plus en cultivant un hectare de riz supplémentaire (entre 0,75 et 1,5 millions de MGA par ha pour 115 jours de travail) qu'en travaillant à plein temps pour l'entreprise (1,1 millions de MGA pour 312 jours) – mais il existe pour les deux options d'autres risques (agricoles/ne pas être embauché) et avantages (autosuffisance

alimentaire/accès à des liquidités en période de soudure)<sup>19</sup>.

Enfin, le diagnostic agraire permet d'analyser les différents systèmes agricoles en termes d'efficacité (comparaison des performances des exploitations sur la base de la richesse créée en totalité, par hectare ou par actif) et d'équité (analyse de la distribution de la valeur ajoutée entre les parties prenantes) (Cochet et Merlet, 2011). Si le premier indicateur permet de réfléchir à une valorisation optimale de la terre et des ressources, le deuxième permet de compléter l'analyse des effets d'entreprises agro-industrielles sur le développement économique local. Comme observé dans différents cas à travers le monde (Cochet et Merlet, 2011 ; Li, 2011 ; Cramb et Ferraro, 2012), les loyers en échange de l'accès au foncier sont souvent très faibles ou inexistantes et les salaires pour les ouvriers locaux très bas. Ces conditions rendent les investissements rentables pour les actionnaires mais entraînent, en plus d'un écart important entre la rémunération du capital et celle du travail, un différentiel fort entre la valeur ajoutée demeurant au niveau local (salaires, loyers, etc.) et celle qui est « exportée » du territoire (détendeurs de capital nationaux ou étrangers). Faute de données robustes pour le jatropha en phase productive, ces

<sup>15</sup> Les éleveurs *sakalava* ont en général des revenus beaucoup plus élevés que les autres ruraux (Medernach, 2011).

<sup>16</sup> Coûts additionnels pour la production de riz de 50 000 à 100 000 MGA par ha.

<sup>17</sup> Pour un travail de 5 mois par an chez JT.

<sup>18</sup> Les salaires à Marovoay ont augmenté jusqu'à 4 000 MGA par journée en 2011 et certains immigrants y sont repartis.

<sup>19</sup> Avoir de nouvelles terres constitue bien un élément clé des stratégies paysannes locales. L'espoir d'accéder à de nouvelles terres dans les bas-fonds non cultivés en jatropha par l'entreprise a en effet été mis en avant dans les motifs d'acceptation de celle-ci.

calculs ne seront pas exposés ici pour le cas de Mivili (Medernach, 2011).

## Conclusion

Finalement, quel peut être l'intérêt de mobiliser le diagnostic agraire pour étudier les impacts des changements structurels de l'agriculture à l'échelle des ménages? Cet outil, exigeant en temps et en productions de données sur le terrain, offre la possibilité de conduire une étude systémique (interrelations des facteurs et des changements) et de sortir d'une vision homogène des populations locales.

Le diagnostic agraire permet de cerner les catégories d'exploitations, de saisir la distribution des gains et des risques pour les différents groupes d'acteurs et, de ce fait, leur positionnement par rapport à l'entreprise et leurs opportunités d'améliorer ou non leurs conditions de vie. À Mivili, l'impact est positif par la création d'emploi, surtout pour les ménages les plus pauvres, et négatif à travers la concurrence d'accès aux ressources, en défaveur surtout des ménages plus aisés. Le diagnostic agraire permet aussi de mesurer certains impacts (évolution des revenus, superficies productives perdues, etc.), mais pas forcément de quantifier l'ensemble d'entre eux (comparaison du nombre de ménages qui perdent l'accès à la terre avec le nombre de ceux qui gagnent un emploi, richesse locale créée et perdue, etc.). Pour plus de représentativité, prolonger le diagnostic par un jeu d'enquêtes plus systématiques auprès des ménages et sur un plus large échantillon apparaît nécessaire.

Le diagnostic agraire, basé sur une vision dynamique de l'agriculture et des trajectoires des ménages, permet de rappeler que l'entrée d'une entreprise agricole dans un contexte local peut renforcer des dynamiques agraires en cours (tensions sur le contrôle de l'accès à la terre, transition des relations de travail du registre de l'entraide à celui du marché), réveiller des tensions (entre éleveurs *sakalava* et agriculteurs *betsileo*), et/ou créer des déséquilibres dans les rapports socio-économiques et politiques existants (fragilisation du pouvoir économique et politique détenu par les éleveurs *sakalava*).

Le diagnostic agraire seul ne permet pas en tant que tel de décrypter l'ensemble des enjeux et tensions foncières. Associé à une approche mettant l'accent sur la dimension foncière et les relations entre acteurs (Colin, 2004), il permet de mieux comprendre les enjeux de la négociation pour l'accès au foncier, les positionnements des différentes parties et des éléments à la source des conflits (ces derniers étant rarement strictement fonciers). Le diagnostic doit de plus être couplé plus largement à une analyse des logiques et stratégies d'acteurs qui n'appartiennent pas forcément au territoire (administrations, entités politiques, organisations ou syndicats paysans, opérateurs de développement, etc.), mais qui influent sur et participent plus ou moins directement à la gouvernance locale.

Les apports de cette méthodologie, diagnostic agraire et approche foncière, pourraient ainsi être valorisés avant toute installation de projet agro-industriel pour identifier les acteurs qui sont concernés par la négociation foncière, analyser les effets potentiels de ce développement, mettre en débat ces informations auprès des différentes parties prenantes (investisseur, décideurs publics, groupes locaux, société civile) et apporter l'information nécessaire sur les lois et outils juridiques existants. En amont, les résultats du diagnostic peuvent également venir interroger les politiques agricoles sur l'efficacité et l'équité sociale et spatiale du développement d'entreprises à grande échelle relativement à d'autres alternatives de développement (agriculture familiale indépendante, agriculture contractuelle, etc.). ■

## Références

Alden-Wily L, 2012. Looking back to see forward: the legal niceties of land theft in land rushes. *Journal of Peasant Studies* 39(3-4):751-75.

Adamczewski A, Jamin JY, Burnod P, Boutout LY EH, Tonneau JP, 2013. Terre, eau et capitaux : investissements ou accaparements fonciers à l'Office du Niger ? *Cahiers Agricultures* 22(1): 22-32.

Andrianirina R, Ramarjohn L, Burnod P, Teyssier A, 2010. *Après Daewoo? État des lieux et perspectives des appropriations foncières à grande échelle à Madagascar*. International Land Coalition, 2010.

Anseeuw W, Alden-Wily L, Cotula L, Taylor M, 2012. *Land rights and the rush for land: findings of the global commercial pressures on land research project*. Rome: International Land Coalition.

Badouin R, 1987. L'analyse économique du système productif en agriculture. In: *Systèmes de production agricole en Afrique tropicale*. Cahiers-ORSTOM. *Sciences humaines* 23(3-4):357-75.

Barron MA, Rello F, 2000. The impact of the tomato agroindustry on the rural poor in Mexico. *Agricultural Economics* 23:289-97. doi: 10.1111/j.1574-0862.2000.tb00280.x

Borras J, Franco J, 2012. Global land grabbing and trajectories of agrarian change: a preliminary analysis. *Journal of Agrarian Change* 12(1):34-59.

Burnod P, Andrianirina Ratsialonana R, Teyssier A, 2013a. Processus d'acquisition à grande échelle à Madagascar : quelles régulations sur le terrain. *Cahiers Agricultures* 22(1):33-8. doi: 10.1684/agr.2012.0604

Burnod P, Gingembre M, Andrianirina Ratsialonana R, 2013b. Competition over authority and access: international land deals in Madagascar. *Development and Change* 44(2):357-79.

Clerc J, 2013. Négociation pour l'accès à la terre entre populations locales et société de plantation de palmiers à Kalimantan (Indonésie). *Cahiers Agricultures* 22:53-60. doi: 10.1684/agr.2012.0603

Cochet H, Merlet M, 2011. *Land grabbing and share of the value added in agricultural processes. A new look at the distribution of land*. Brighton, UK: International Academic Conference 'Global Land Grabbing'.

Colin JPh, 2004. Droits fonciers et dimension intra-familiale de la gestion foncière. Note méthodologique pour une ethnographie économique de l'accès à la terre en Afrique. *Document de travail de l'UR REFO*; 8.

Cramb RA, Ferraro D, 2012. Custom and capital: a financial appraisal of alternative arrangements for large-scale oil palm development on customary land in Sarawak. *Malaysian Journal of Economic Studies* 49(1):49-70.

Deininger K, Byerlee D, Lindsay J, Norton A, Selod H, Stickler M, 2011. *Rising global interest in farmland. Can it yield sustainable and equitable benefits?* Washington: The World Bank.

Delarue J, 2007. *Mise au point d'une méthode d'évaluation systémique d'impact des projets de développement agricole sur le revenu des producteurs. Étude de cas en région kpèlè (République de Guinée)*. Doctorant en agriculture comparée. Agro Paris Tech.

DFID, 1999. *Sustainable Livelihoods Guidance Sheets*. London: Department for International Development. <http://www.eldis.org/vfile/upload/1/document/O901/section2.pdf>

Fauroux E, 1997. *De la complémentarité à la concurrence : Sakalava et migrants dans l'espace social de l'ouest malgache*. Communication au Colloque Identités, conflits ethniques, enjeux et recompositions territoriales? Paris, 2-4 octobre 1995.

Ferraton N, Touzard I, 2009. *Comprendre l'agriculture familiale. Diagnostic des systèmes de production*. France: Éditions Quae, CTA, Presses agronomiques de Gembloux.

German L, Schoneveld G, Mwangi E, 2011. *Processes of large-scale land acquisition by investors: case studies from sub-saharan Africa*. Communication à International Conference on Global Land Grabbing. Sussex, 6-8 April 2011.

High Level of Panel Experts, 2011. *Land tenure and international investments in agriculture*. A Report

by the High Level Panel of Experts on food security and nutrition of the Committee on world food security. Rome: HLPE.

Jacquier Dubourdiou L, 2002. Les modes d'intégration de l'étranger dans les sociétés *Sakalava* du Boina : impact des migrations de travail. In : Raison-Jourde F, Randrianja S, (dir.). *La nation malgache au défi de l'ethnicité*. Paris : Karthala : 289-303.

Johnson D, 2007. Migrancy and Thabo Mbeki's African Renaissance. In: Gupta S, Omoniyi T, eds. *The cultures of economic migration: international perspectives. Studies in migration and diaspora*. Aldershot: Ashgate;127-40.

Kenney-Lazar M, 2012. Plantation rubber, land grabbing and social-property transformation in southern Laos. *Journal of Peasant Studies* 39 (3-4):1017-37.

Li TM, 2011. Centering Labor in the land grab debate. *The Journal of Peasant Studies* 38(2): 281-99.

Maertens M, Swinnen J, 2009. Trade, standards and poverty: evidence from Senegal. *World Development* 37(1):161-78.

Mac Carthy M, 2010. Processes of inclusion and adverse incorporation: oil palm and agrarian change in Sumatra, Indonesia. *The Journal Of Peasant Studies* 37(4):821-50.

Mazoyer M, Roudard L, 1997. *Histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise contemporaine*. Paris: Éditions du Seuil.

McCulloch N, Ota M, 2002. *Export horticulture and poverty in Kenya. Working Paper No. 174*. Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton.

Medernach K, 2011. *Appropriations foncières à grande échelle – Quelles interactions au niveau local à Madagascar ?* Mémoire de fin d'études, ISTOM-Observatoire du Foncier, 2011.

Medernach K, Burnod P, 2013. Re-compositions inattendues d'un système agricole à Madagascar par l'agrobusiness. *Études Rurales* 191(1):63-76.

Ortiz S, 2002. Laboring in the factories and in the fields. *Annual Review of Anthropology* 31:395-417.

Ribot J, Peluso N, 2003. A theory of access. *Rural Sociology* 68(2):153-81.

Rist L, Feintrenie L, Levang P, 2010. The livelihood impacts of oil palm: smallholders in Indonesia. *Biodiversity and conservation* 19(4):1009-24.

Sautter G, 1980. *Changements sociaux dans l'ouest malgache*. Paris: Orstom, Mémoire 90.

Schoneveld G, German L, Nutakor E, 2011. Land-based investments for rural development? A grounded analysis of the local impacts of biofuel feedstock plantations in Ghana. *Ecology and Society* 16(4):10.

White B, Borrás Jr, Hall R, Scoones I, Wolford W, 2012. The new enclosures: critical perspectives on corporate land deals. *Journal of Peasant Studies* 39 (3-4):619-47.